

# Cartographie des zones minières artisanales et des chaînes d'approvisionnement en minerais dans l'est de la République Démocratique du Congo

*Impact des interférences des groupes armés et des initiatives d'approvisionnement responsables*

Résumé exécutif



# COLOPHON

## **Cartographie des zones minières artisanales et des chaînes d'approvisionnement en minerais dans l'est de la République Démocratique du Congo *Résumé exécutif***

Anvers, Mai 2019

**Photo de couverture:** Mine de Cassiterite à Manono, Tanganyika (IPIS)

**Auteurs:** Ken Matthysen (IPIS), Steven Spittaels (IPIS associated researcher), Peer Schouten (DIIS)

**Coordinateur de recherche en RDC:** Zacharie Bulakali Ntakobajira

**International Peace Information Service (IPIS)** est un institut de recherche indépendant qui fournit aux acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux des informations et des analyses pour bâtir une paix et un développement durables en Afrique subsaharienne. La recherche s'articule autour de quatre programmes : les ressources naturelles, les entreprises et les droits humains, le commerce d'armes et la sécurité, ainsi que la cartographie des conflits.

**Danish Institute for International Studies (DIIS)** est un institut de recherche indépendant qui fournit des analyses sur la politique internationale. La recherche s'articule autour d'un grand nombre de programmes qui couvrent des thèmes allant des ressources naturelles et de l'environnement au terrorisme et la migration. Le rapport actuel fait partie d'un programme de recherche autour des économies de conflit en Afrique Centrale.

**Cartographie:** Manuel Claeys Bouuaert, Stef Verheyen



D/2019/4320/08

# 1. TABLE OF CONTENTS

Colophon.....	2
1. Introduction.....	3
2. Interférence des groupes armés dans les mines .....	4
3. Liens entre conflits armés et interférences armées .....	6
4. Impact de l’approvisionnement responsable sur les interférences des groupes armés .....	7
5. Aspects socio-économiques .....	8
6. Les défis des chaines d’approvisionnement responsables.....	10
7. Remarques finales .....	11



## 1. INTRODUCTION

Depuis dix ans IPIS mène des recherches et collecte des données à grande échelle sur les liens entre les conflits armés et les ressources minières dans l’est de la République Démocratique du Congo (RDC). Le présent rapport tire une série de leçons clef sur ces relations et sur l’impact des programmes d’approvisionnement responsables qui tentent de répondre à ces enjeux.

La base de données unique et cumulative d’IPIS contient des informations sur 2,700 mines (employant environ 382,000 mineurs artisanaux), 945 barrages routiers et 71 centres de vente de minerais.

## 2. INTERFÉRENCE DES GROUPES ARMÉS DANS LES MINES

Le rapport fournit des chiffres détaillés sur le niveau d'interférence des groupes armés dans les différentes provinces de l'est de la RDC. La fréquence de ces interférences dans les sites miniers visités est la particulièrement élevée dans le Nord Kivu, le Sud Kivu et en Ituri, où une ingérence a été reportée dans au moins un tiers des mines visitées. Le nombre relatif de cas d'interférence armée reporté dans la province du Maniema est significativement moins important (17 %) et quasiment aucune interférence n'a été reportée dans l'ancienne province du Katanga.

Figure 1: Interférence des groupes armés par province, 2016/20181

	Ituri	Nord-Kivu	Sud-Kivu	Maniema	Tanganyika & Haut-Lomami
Total des mines visitées	61	130	278	123	119
% soumises à une interférence	31%	44%	37%	17%	1%
Nombre de mineurs	11,910	21,597	54,425	20,478	17,791
% soumis à une interférence	36%	65%	28%	28%	2%

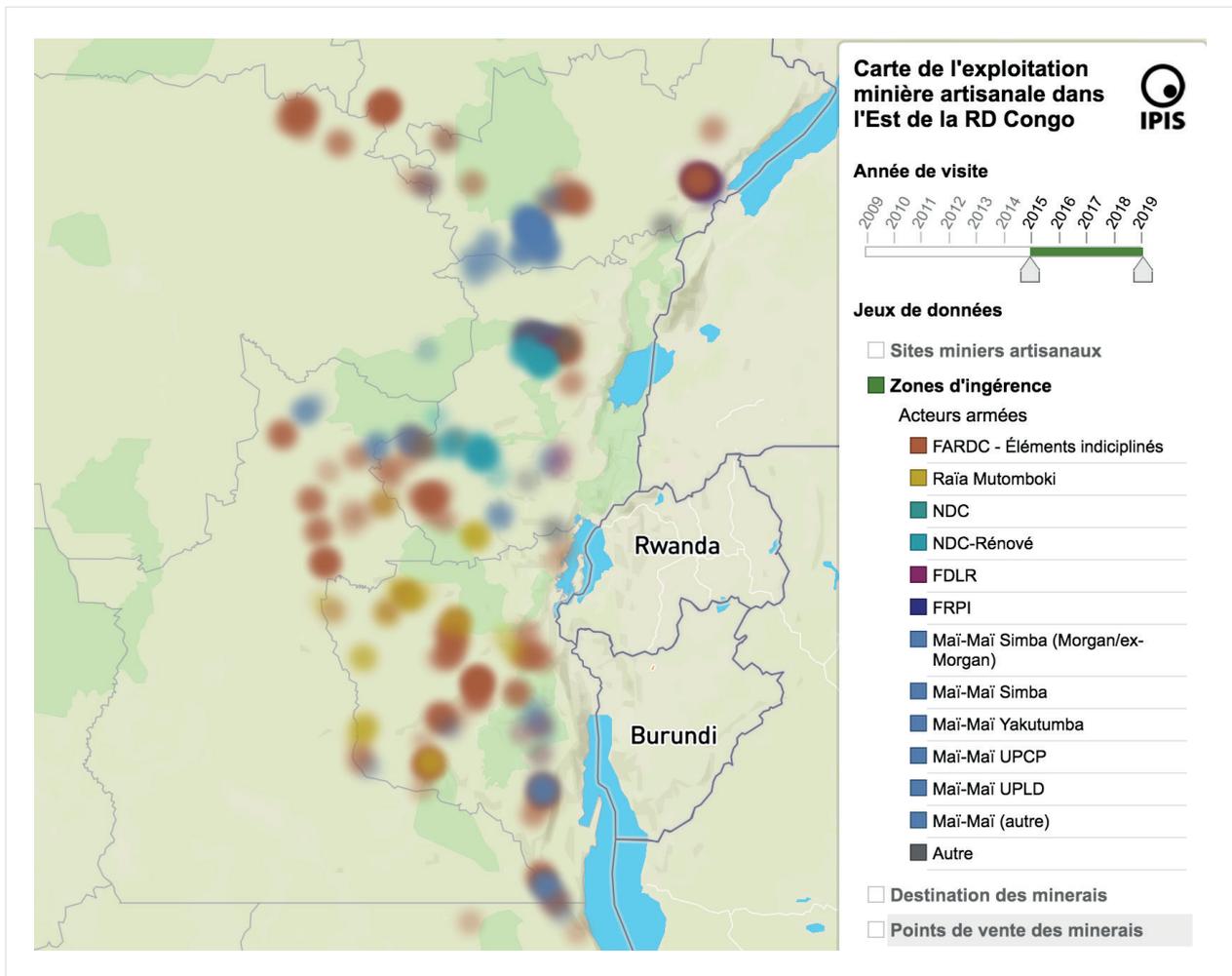
Au Nord-Kivu, plusieurs groupes armés non-étatiques continuent à interférer dans le secteur minier, notamment les Mai Mai Simba (commandés par Mando,) les deux factions de défense du Congo Nduma (NDC) et les milices Nyatura. Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) ont quant à elles perdu le contrôle de la majorité de leurs zones minières durant les trois dernières années. Le secteur minier artisanal du Sud-Kivu est affecté par deux groupes armés importants : le Raia Mutomboki opérant principalement dans le territoire Shabunda et le Mai Mai Yakutumba à Fizi. Enfin, en Ituri, les rebelles FRPI et les Mai Mai commandés par Manu (précédemment rebelles Simba sous l'autorité du leader Morgan maintenant décédé) continuent d'intervenir dans les mines.

Cependant, dans l'ensemble, **les unités de l'armée Congolaise** (FARDC) sont les principaux responsables des interférences armées. Elles sont présentes dans 66% des sites miniers affectés par une ingérence (198 sur 265) dans l'échantillon 2016-2018. Cela s'illustre parfaitement dans la province du Maniema où les conflits armés sont très limités, mais où 38 % des mines sont encore « militarisées » par des unités de l'armée.



Mine d'or, Checheni, Kalehe, Sud-Kivu

1 Les visites de sites effectuées par IPIS depuis décembre 2016 n'ont pas couvert toutes les provinces de l'est de la RDC dans la même mesure. Sur les 711 sites visités par les équipes de recherche d'IPIS, 278 (39%) sont situés dans le Sud-Kivu. 123 sites miniers ont été visités à Maniema, 119 dans l'ancienne province du Katanga et 130 au Nord-Kivu. Enfin, dans le cadre de ce cycle de visites, seuls 61 sites ont été visités dans la province de l'Ituri.



Les données d'IPIS montrent également que les **mines artisanales ne constituent qu'une source de financement parmi beaucoup d'autres** pour les acteurs en conflit dans l'est de la RDC, à côté des barrages routiers et de la taxation d'autres ressources naturelles. Les recherches sur **les barrages routiers** démontrent que les acteurs armés n'ont pas besoin de contrôler directement les sites miniers pour pouvoir en tirer profit. Si les acteurs armés, et particulièrement les unités armées, ne sont pas nécessairement physiquement présents dans les zones minières militarisées, IPIS observe une importante tendance de l'armée à dresser systématiquement des barrages routiers à une certaine distance des sites miniers. L'armée congolaise est présente dans presque la moitié des barrages routiers cartographiés et est responsable de près de la moitié des cas où les minerais ont été taxés.



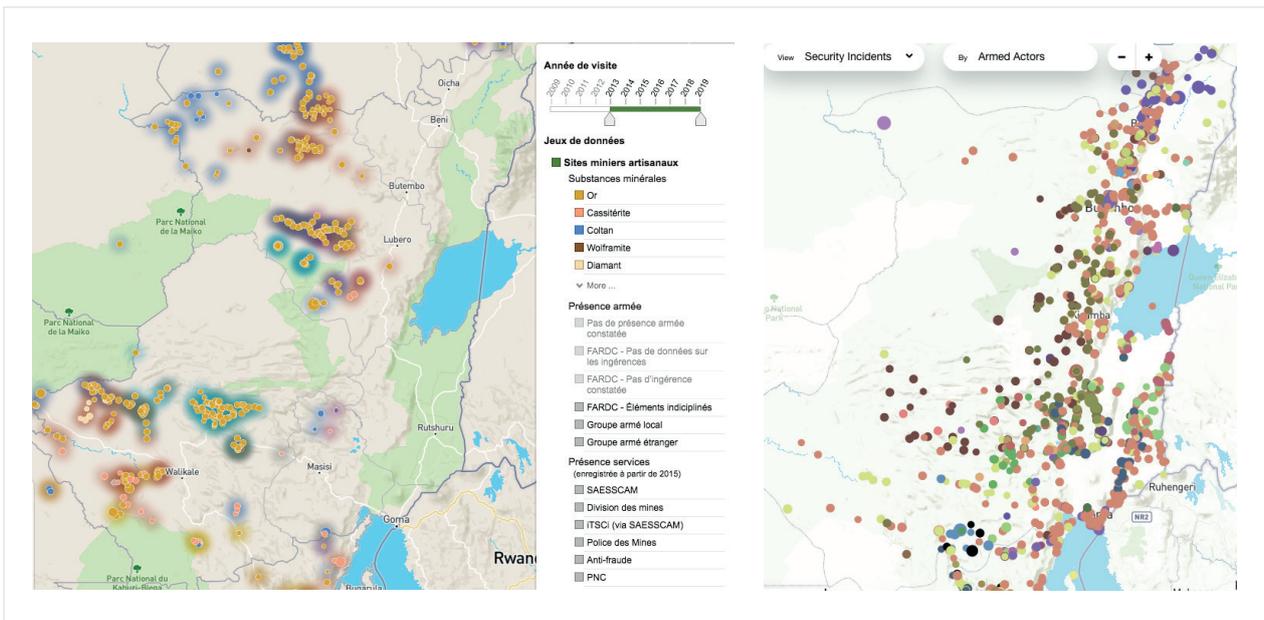
*Mine de Cassitérite à Kailo, province de Maniema  
(Photo: IPIS)*

### 3. LIENS ENTRE CONFLITS ARMÉS ET INTERFÉRENCES ARMÉES

Il est important de noter que les données d'IPIS montrent que **les conflits armés ne sont souvent pas reliés à des interférences dans le secteur minier artisanal**. En comparant les données d'IPIS avec des données disponibles sur les événements liés aux conflits, on s'aperçoit que le contrôle des sites miniers n'est souvent pas un objectif de combat pour les différentes parties les plus actives dans les conflits. Les interférences des groupes armés dans les mines artisanales prennent plutôt la forme d'un « racket de protection », tandis que les confrontations armées se déroulent ailleurs et pour d'autres enjeux et pour d'autres enjeux." "L'image en bas de la page illustre que la plupart des incidents de sécurité signalés ne correspondent pas géographiquement avec des interférences des groupes armés dans les mines.

Néanmoins, cela n'empêche pas que ces « rackets de protection » contribuent au climat d'insécurité dans l'est de la RDC et renforcent l'idée selon laquelle il serait quasiment impossible de mettre en place des filières économiques éthiquement responsables dans cette région. En outre, certaines lignes de front apparaissent bien comme étant liées au contrôle de sites miniers. Le NDC-R, par exemple, a spécifiquement ciblé des zones minières contrôlées par des groupes armés rivaux.

Figure 4: Sites miniers touchés par une interférence d'un groupe armé dans le Nord-Kivu entre 2013 et 2018 d'après la carte d'IPIS (gauche) ; et incidents de sécurité signalés depuis avril 2017 d'après le Kivu Security Tracker (droite)



Les halos rouges représentent les mines contrôlées par les FARDC, les cyans les factions de la NDC, les bleus les groupes des Mai Mai et les jaunes les Raia Mutomboki.

## 4. IMPACT DE L'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE SUR LES INTERFÉRENCES DES GROUPES ARMÉS

IPIS a commencé à réunir des données sur les interférences des groupes armés avant 2010, date à laquelle les premières initiatives d'approvisionnement responsables ont été lancées. Malgré le fait qu'elles n'aient pas été collectées à cette fin, les données d'IPIS permettent ainsi d'évaluer l'impact de l'approvisionnement responsable sur ces interférences.

Des mines iTSCi et des « mines validées » vont être comparées avec des mines non validées et des mines non -iTSCi. En aucun cas ce rapport ne présente une évaluation de l'impact de ces initiatives. Mais ces initiatives sont les seules qui ont été déployées et gérées à une échelle suffisante pour inclure un grand nombre de mines, ce qui permet de faire des comparaisons significatives. Les mines iTSCi et les mines validées sont considérées comme couvertes par les initiatives d'approvisionnement responsables.

**Il apparaît que les initiatives d'approvisionnement responsables ont eu un impact positif en réduisant le niveau d'interférence** des acteurs armés dans les sites miniers.

Les mines couvertes par les programmes d'approvisionnement responsables connaissent des niveaux d'interférence considérablement plus bas. Certes, cela ne signifie pas que les programmes d'approvisionnement responsable soient la cause de la sécurité des sites miniers. Souvent, c'est précisément l'absence (préexistante) d'intervention armée qui attire en premier lieu la validation et l'implication de l'iTSCi.

Tableau 4: Interférence de groupes armés dans les sites miniers (ensemble des sites)

	2015	2016/2018
Ensemble des sites (3TG et autres minerais):	41% (317/772)	28% (201/711)
Ensemble des sites 3T:	17% (43/251)	16% (59/372)
Sites 3T non validés et non-iTSCi :	29% (42/143)	39% (33/84)
Sites validés ("green"):	3% (2/69)	13% (22/174)
Sites iTSCi:	0% (0/94)	8% (20/265)



Mine de Cassiterite Kainga, Kalehe, Sud-Kivu

Néanmoins, les données d'IPIS indiquent que les interférences des groupes armés diminuent dans le temps dans les zones particulièrement surveillées, là où des initiatives d'approvisionnement responsables ont été implantées.

Cependant, beaucoup de problèmes liés aux interférences armées et illégales persistent malgré les programmes d'approvisionnement responsables.

Malgré les évolutions positives décrites ci-dessus, les interférences des groupes armés dans les mines artisanales persistent. Les données d'IPIS montrent que les programmes d'approvisionnement responsables ciblent des sites accessibles. **Les interférences des groupes armés dans les sites miniers semblent se poursuivre sans perturbation dans les zones les plus reculées.**

Mines accessibles par ...	Interférence des FARDC		Interférence par des groupes armés non étatiques	
	Mines	Mineurs	Mines	Mineurs
Voiture/moto	10%	9%	4%	4%
Moins de deux heures à pied	16%	23%	10%	4%
Plus de deux heures à pied	25%	32%	22%	40%

De plus, d'autres problèmes spécifiques persistent, notamment la taxation illégale par des acteurs armés aux barrages routiers et les interférences d'unités armées congolaises. En outre, les interférences non armées, par des agents officiels, demeurent un problème. Elles contribuent de manière générale à l'insécurité, à la tolérance vis-à-vis des réseaux criminels et facilitent le commerce illégal.

## 5. ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Les données d'IPIS permettent également de mieux comprendre la chaîne d'approvisionnement des minerais, y compris la participation des différents acteurs de la chaîne, la distribution des revenus, les prix et le rôle des acteurs étatiques.

Jusqu'à présent, la régulation croissante du secteur minier et les efforts d'approvisionnement responsables ont plutôt eu un effet négatif sur la situation socio-économique des mineurs artisanaux.

La généralisation des coopératives pourrait potentiellement contribuer au développement social et économique. Cependant, en règle générale, les **coopératives** en RDC ne correspondent pas à l'idée d'une coopérative telle que décrite dans les normes internationales. Elles sont plutôt devenues **des instruments d'exploitation des mineurs**, et peuvent potentiellement attiser les tensions existantes.

Le rapport analyse également la complexité de **la distribution des revenus** le long de la chaîne d'approvisionnement des minerais dans l'est de la RDC.

Au niveau de la mine, il existe déjà une importante série d'accords sur le partage de la production entre les mineurs et les managers. Ces accords définissent les revenus des différents acteurs présents sur le site, notamment les mineurs, les chefs de fosse, les propriétaires terriens, les autorités traditionnelles et les acteurs armés.

En outre, **le prix réel payé par le négociant aux producteurs de minéraux est sujet à une série de paramètres** qui influencent le revenu des acteurs des mines artisanales. Les données d'IPIS nous permettent de mieux comprendre les déterminants des prix, notamment les coutumes locales, les taux d'échanges, les prix sur le marché mondial, la distance entre la mine et le point de vente, la qualité de la production du minerai, les monopoles de vente et l'approvisionnement responsable. Les données d'IPIS indiquent

que l'approvisionnement responsable ne parvient pas à augmenter les prix des minerais sur le marché. Au niveau local, ce sont les relations de pouvoir et les qualités de négociation des acteurs de la chaîne d'approvisionnement qui déterminent le prix.

Des études qualitatives ont révélé que les acteurs locaux ont le sentiment **que l'approvisionnement responsable et la régulation croissante ont diminué leurs revenus**. Les mineurs artisanaux ont l'impression que l'approvisionnement responsable a affecté les prix des minerais parce que le nombre d'acheteurs a diminué. Les acteurs locaux expliquent que la récente réforme minière a facilité l'introduction de nouveaux acteurs qui demandent des contributions supplémentaires. Les mineurs affirment également que les propriétaires terriens et les agents de l'Etat ont augmenté leurs redevances.

En conséquence, les gens se sont plaints que l'approvisionnement responsable bénéficie surtout aux élites locales.

Durant les 15 dernières années, beaucoup d'observateurs ont évoqué le lourd fardeau fiscal comme l'une des raisons pour lesquelles les mineurs artisanaux et les négociants de minerais ne travaillent pas dans le secteur formel. Les données d'IPIS révèlent que les efforts d'**approvisionnement responsables ont réussi à s'attaquer à la taxation illégale, jusqu'à un certain point**. Un nombre plus élevé de services publics aurait perçu des taxes sur des sites non validés et non-ITSCI.

Néanmoins, de nombreux mineurs estiment que l'approvisionnement responsable a augmenté les taxes (par exemple pour les coopératives) et, dans plusieurs mines validées, des services de l'Etat ont même fait état d'une persistance évidente des taxations illégales.

De plus, la perception que les taxes sont trop élevées est aussi la conséquence du sentiment des acteurs locaux de ne rien recevoir en échange des taxes qu'ils payent. Cela fait partie d'une méfiance plus large de la population vis-à-vis de l'Etat congolais, qui ne sera pas réglée uniquement par l'accroissement de la transparence dans les chaînes d'approvisionnement.

Les programmes d'approvisionnement responsables ne semblent pas suffisamment reconnaître **le besoin urgent d'améliorer la gouvernance**, et n'adressent que très peu le problème des capacités limitées des agences d'Etat minières, particulièrement le SAEMAPE. Cela affecte sérieusement le succès de la mise en place de programmes d'approvisionnement responsables.



*Mine de cassitérite Fungamwaka, Kalehe, Sud-Kivu*

## 6. LES DÉFIS DES CHAINES D'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLES

Ce rapport traite également de certains défis spécifiquement associés à la mise en place de programmes d'approvisionnements responsables dans l'est de la RDC – en plus des impacts et défis en lien avec les interférences armées et la situation socio-économique du secteur minier artisanal, discutés ci-dessus.

En raison du nombre limité d'agents de l'Etat, les sacs de minerais n'ont pas été scellés avec des étiquettes de traçabilité au niveau de la mine dans 42% des mines iTSCI visitées par les équipes IPIS en 2016-2018. Le marquage est donc souvent fait à grande distance de la mine. Par ailleurs, il est courant que les mineurs stockent les minéraux dans le site, ou dans leur maison, attendant que les agents SAEMAPE passent pour les marquer. Durant les visites de 2007, il est même apparu que les négociants possédaient souvent des étiquettes (après les avoir achetées à des agents de l'Etat), et qu'ils marquaient eux-mêmes leur minéraux. Ces constats soulèvent de nombreuses questions quant à **l'efficacité de la traçabilité**.

En outre, il a été reporté que certains agents de l'Etat vendent leurs étiquettes, ou demandent une petite contribution en échange du marquage. Il est frappant de noter **qu'un mécanisme censé combattre les interférences illégales, ait été utilisé pour percevoir des taxes illégales**. Cela illustre comment une nouvelle réglementation et des interventions techniques peuvent encourager les agents de l'Etat à abuser de leur pouvoir.

Ces résultats révèlent **le haut risque de contamination des chaînes d'approvisionnement responsables**. Dans certains cas, ces contaminations ne concernent pas les minerais affectés par les interférences armées, ou par de sérieux abus, comme par exemple dans la province du Maniema. Cependant, dans d'autres zones, les risques de contamination sont plus problématiques, et sont véritablement liés à des interférences armées.



*Mine d'or à Panggi, Maniema (Photo: IPIS)*

Dans de nombreux cas, la contamination des chaînes d'approvisionnement responsables, n'est pas seulement due à l'absence de contrôle étatique (absence d'agents de l'Etat dans le site minier par exemple), mais elle est aussi tolérée **et, dans certains cas, même organisée par les agents de l'Etat**.

## 7. REMARQUES FINALES

Les résultats explicités plus haut montrent que l'approvisionnement responsable a progressé considérablement durant les dernières années et prouvent qu'il est possible **de s'approvisionner en minerais de manière (plus) éthique dans l'est de la RDC.**

D'un autre côté, les tendances décrites ci-dessus révèlent également que de nombreux facteurs de l'ingérence armée, de la corruption et du commerce illégal ne sont pas adressés. **La situation actuelle n'est donc pas soutenable.**

Les efforts d'approvisionnement durable ont amélioré la sécurité personnelle de groupes de mineurs artisanaux dans plusieurs province. Cependant, ces améliorations restent relativement fragiles et les problèmes sous-jacents restent inchangés. Les conflits armés persistent, y compris ceux liés au contrôle des ressources naturelles.

Bien que la réforme minière et les programmes d'approvisionnement responsables aient augmenté le degré d'organisation des mineurs artisanaux, ils ont été particulièrement instrumentalisés par les élites locales. **L'impact limité de l'approvisionnement responsable** sur le développement local fait une fois de plus douter de la soutenabilité de la situation actuelle.

En conclusion, cela soulève la question suivante : quelle doit-être l'ambition des initiatives d'approvisionnement responsables ?

D'un côté, il est peu probable que l'approvisionnement responsable puisse résoudre un conflit armé. D'un autre côté, les initiatives d'approvisionnement responsables devrait se montrer plus ambitieuses dans leurs efforts pour accroître la soutenabilité, par exemple en les intégrant dans des efforts plus larges de lutte contre l'insécurité.

En outre, est-il suffisant que les initiatives d'approvisionnement responsables se limitent à regagner la confiance des consommateurs dans la production de minerais en RDC ? Afin d'accroître la soutenabilité, il est important qu'elles permettent aussi d'améliorer la vie des population minières artisanales.



*Mine de Cassitérite à Metsera à Maniema  
(Photo: IPIS)*

*Recherche indépendante et  
renforcement des capacités pour une paix positive,  
le développement durable  
et les droits humains*